



Les agents interpellent la direction contre les suppressions d'emplois La direction répond « réorganisation »

A l'appel des sections syndicales CGT, Solidaires et FO de la DRFIP 35, une heure mensuelle d'information s'est tenue mercredi 15 décembre 2015, à l'occasion de la convocation du CTL « suppressions d'emplois ».

En effet, la DGFIP a décidé de supprimer en 2016 encore 30 emplois à la DRFIP35, 14 B, 2 B géomètres et 14 C.

Depuis 10 ans, ce sont 300 emplois qui ont été supprimés dans le département.

Malgré la convocation de ce CTL un mercredi, jour où de nombreux agents sont à temps partiel, plus de 50 agents se sont réunis en HMI et ont décidé collectivement d'aller interpellier la direction pour exiger l'annulation de ces suppressions.

Les agents et les représentants du personnel ont été reçus par les quatre directeurs de pôle Mme LOPEZ, M VIENOT, M PETSKA et M MILLE.

Les représentants du personnel et les agents ont vivement regretté l'absence du DRFiP M CANO. M MILLE a répondu qu'il avait préféré participer à une réunion à la Préfecture de région... (plutôt que de répondre aux questions des agents ?).

De nombreux agents ont aussi interpellé la direction sur la dégradation de leurs missions dans leur service : SIE, SIP, pôle enregistrement, service des pensions et PIAA, contrôle fiscal, accueil, etc. Personne n'est épargné.

Le nombre d'emplois vacants, qui se rajoute aux suppressions d'emplois, a également été évoqué. Il correspond à peu de choses près au nombre d'agents de l'équipe de renfort, soit une cinquantaine, ce qui rend la situation des services insupportable.

A travers les témoignages, parfois douloureux des agents, la direction a pu ainsi constater leur souffrance croissante. Aujourd'hui et encore plus qu'hier, c'est insupportable, les agents craquent, des collègues tombent malade, cela ne peut plus durer !

La « visite d'automne » des directeurs à Magenta a ensuite été abordée, notamment les propos tenus par un directeur à cette occasion : *« pour ceux qui ne sont pas prêts à accepter les consignes ministérielles de suppressions d'emplois, il y a le privé ».*

La CGT a rappelé la situation de l'emploi dans le pays avec 5,5 millions de chômeurs dont 3,6 millions sans aucune activité. Un agent diplômé ayant travaillé dans le privé a évoqué les difficultés pour trouver un CDI.

La CGT a également répondu à la direction qu'elle ne pouvait pas nous renvoyer systématiquement aux décisions politiques. La démocratie sociale existe aussi, mais elle est aujourd'hui méprisée. Nous avons cité avec les autres organisations syndicales l'exemple du dernier CTL sur le PCRFP qui a fait l'objet de 3 heures de débats sans aucune réponse. Et le DRFiP ne respecte même pas les notes d'orientation du ministère à savoir la consultation des acteurs de prévention et du CHS-CT en cas de restructuration.

L'absence du directeur au cours de cette rencontre traduit également son mépris du dialogue social, des agents et de leur missions, de leurs conditions de travail et du service public.

Les directeurs ont renvoyé toutes les questions à la réorganisation des services. Les restructurations, les fermetures et les fusions de services sont leur seule réponse, alors qu'elles ne font qu'aggraver les difficultés des agents et provoquent une perte de technicité, un accroissement incessant de la polyvalence, une détérioration des conditions de travail et du service public.

Les restructurations, les fermetures et les fusions de services sont une régression : elles doivent cesser.

De nombreux agents craquent, ils sont au bout du rouleau, la tension dans les services est à son maximum. Nous alertons la DRFiP de façon solennelle : la santé des agents est en danger.

Enfin, les représentants du personnel ont insisté sur le dossier du standard de Magenta dont la suppression a entraîné de très nombreuses difficultés dans plusieurs services. A l'initiative de la CGT, une pétition massivement signée avait été remise à la direction lors d'une audience le 9 novembre dernier. C'est un dossier sur lequel la direction a la main. Nous avons donc exigé une réponse très rapide. Elle s'est engagée à nous en donner une début 2016.

Pendant la réunion, les collègues du SIE de St-Malo sud nous ont appelé pour nous informer qu'ils venaient de se mettre en grève du téléphone et de l'accueil. Ils venaient d'apprendre que leurs imprimantes leur étaient enlevées et c'était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. La CGT en a immédiatement informé la direction, demandant une solution rapide à ce problème. Dès les minutes qui ont suivi la réunion, la direction a décidé de laisser toutes les imprimantes.

Dans ces conditions, des mesures d'urgence s'imposent, la CGT revendique :

- **L'annulation immédiate des suppressions d'emplois pour la DRFiP 35 de 14 C, 14 B et 2 géomètres décidées au CTR ;**
- **L'implantation des emplois sur tous les postes vacants (plus de 50 emplois vacants à la DRFiP au 1er mars !)** ;
- **L'annulation immédiate des restructurations en cours : fusions des SIP et SIE de Saint-Malo, fermetures des trésoreries de La Guerche et Louvigné ;**
- **La réouverture immédiate des discussions nationales avec la DG sur les règles de gestion et sur l'indemnitaire, sur la base des propositions portées par les organisations syndicales nationales ; l'augmentation immédiate du point d'indice ;**
- **Le retrait de la fusion PELP/PTGC ; le retrait de la fusion Pôle-Enregistrement-SPF ;**
- **Le rétablissement des moyens humains et budgétaires de la délégation des services sociaux ;**
- **Le maintien de tous les niveaux du contrôle fiscal (territorial, DIRCOFI, directions nationales et spécialisées) avec tous leurs emplois ;**
- **Le renforcement des moyens en personnels pour les services d'accueil du public permettant le maintien de l'amplitude horaire des services ;**
- **La réimplantation du poste du standard téléphonique au CFP de Magenta ;**
- **L'ouverture immédiate d'un cycle de négociations entre la DG et les organisations syndicales nationales ainsi qu'entre la DRFiP et les sections syndicales départementales 35 sur ces sujets.**